

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, comme je l'ai indiqué à la Chambre la semaine dernière, j'ai l'intention de proposer lors de la prochaine session des modifications à la loi sur la quarantaine. En vertu de ces modifications l'agent de quarantaine, avec l'approbation du ministre, pourra retenir une personne qui est effectivement dans un état de contagion. Cela inclut la période d'incubation autant que celle de la contagion. Cette disposition ne se trouve pas dans la loi actuelle, et nous croyons qu'une telle addition donnera tous les pouvoirs nécessaires aux agents de quarantaine, afin de prévenir toute entrée au Canada d'une personne souffrant d'une maladie comme celle à laquelle l'honorable député s'est référé. Quant à la première partie de sa question se rapportant à l'Organisation mondiale de la santé, je ne prévois aucune interférence de cet organisme dans ce domaine.

* * *

● (1440)

[Traduction]

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LES SUBVENTIONS À LA CONSTRUCTION DE ROUTES ET DE PONTS AU NOUVEAU-BRUNSWICK—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. J. Robert Howie (York-Sunbury): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre suppléant de l'Expansion économique régionale. Hier le ministre a rencontré le premier ministre Hatfield, du Nouveau-Brunswick, rencontre qui a abouti à la publication de sept communiqués faisant notamment état de l'aide utile et très nécessaire qui sera accordée pour la construction de routes dans le Nord-Est du Nouveau-Brunswick, et de l'abandon des projets New Start et Multiplex. Le ministre a-t-il discuté avec le premier ministre de leurs points de vue différents sur le programme de construction de routes et de ponts de cette province, programme que le premier ministre avait annoncé à l'assemblée provinciale et, en particulier, envisage-t-il la mise en œuvre d'un programme quinquennal complet de construction de routes et de ponts dans toutes les régions de cette province?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je m'empresse de communiquer cette question au ministre dès son retour. Sans doute sera-t-il en mesure d'y répondre complètement.

LA LENTEUR DU PROGRAMME EN NOUVELLE-ÉCOSSE

M. J. Robert Howie (York-Sunbury): Monsieur l'Orateur, je souhaite la bienvenue au ministre de l'Industrie et du Commerce, qui est de retour à son ancien poste. J'ai une question supplémentaire. Le ministre est-il au courant des remarques du ministre des Finances de la Nouvelle-Écosse au sujet de la lenteur apparente de l'application de la politique du ministère de l'Expansion économique régio-

Questions orales

nale dans sa province, et le ministre est-il prêt à prendre de nouvelles initiatives pour faire avancer le programme?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je ne peux répondre que de la même manière. Je m'assurerai que cette question est portée à l'attention du ministre.

* * *

LA GENDARMERIE ROYALE

LES RESTRICTIONS IMPOSÉES PAR M. MARCHAND AU SUJET DE LA COLLABORATION—LES ALLÉGATIONS DE FUITE DE RENSEIGNEMENTS

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Le ministre s'est-il entretenu avec le ministre sans portefeuille au sujet des restrictions que ce ministre semble avoir imposées à sa coopération avec la Gendarmerie royale du Canada et le solliciteur général considère-t-il cette attitude comme conforme à ce que la GRC est en droit de s'attendre de la part d'un membre du Conseil privé?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, je ne discute pas en public de mes entretiens avec les ministres du cabinet.

Des voix: Oh, oh!

M. MacKay: Monsieur l'Orateur, j'ai une brève question supplémentaire. Comme le ministre sans portefeuille a jugé bon, lors d'une entrevue publiée aujourd'hui, de réitérer ses sentiments au sujet d'une prétendue fuite de la GRC à la presse, le solliciteur général nous dirait-il si son collègue lui a remis des preuves quelconques sur lesquelles se fondent ses sentiments? La situation a-t-elle changé depuis la dernière fois?

M. Allmand: Monsieur l'Orateur, tout ce que je puis dire c'est que l'enquête policière se poursuit tel que prévu.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LA NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR DU PROGRAMME

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le premier ministre. Maintenant que le gouvernement semble avoir créé assez de difficultés à son programme de lutte contre l'inflation par des décisions contradictoires et un règlement plutôt complexe, le gouvernement songe-t-il maintenant à nommer un administrateur? Si oui, l'a-t-il choisi et quand la nomination se fera-t-elle? En outre, le premier ministre s'engagerait-il à ne pas nommer un fonctionnaire qui serait exposé à se laisser influencer par le gouvernement, vu la situation très délicate dans laquelle l'administrateur va se trouver?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'apprécie ces instances. Peut-être le député me donnerait-il une liste des personnes qui, à son avis, se laisseraient influencer; je saurai alors qui ne pas nommer.